

Patrick Devedjian: «Recomposition politique: et maintenant...»

« Je souhaite que le Président réussisse car il s'est effectivement créé une opportunité historique et ce serait un signal exceptionnel. Il reste à montrer autant d'habileté dans les réformes attendues que dans la prise du pouvoir »

*Le bloc-notes
de Patrick Devedjian*



© CD92-Olivier Ravoire

De droite, parce que « je révère l'égalité, mais, quand il faut choisir, je choisis la liberté. » Membre des Républicains, mais « souvent un peu marginal dans mon parti, plus libéral, plus européen, plus ouvert sur les questions de société ». Français de père arménien, avocat, ancien ministre, député et président du Conseil départemental des Hauts-de-Seine depuis 2007, c'est en fine plume et en observateur acéré du jeu politique que Patrick Devedjian signe chaque semaine son bloc-notes dans l'Opinion.

C'est entendu, la droite et la gauche n'ont eu que ce qu'elles méritaient. L'impuissance des partis de gouvernement à surmonter la crise économique et sociale qui se prolonge chez nous, plus profondément que dans beaucoup de pays, **la mauvaise gestion de la dépense publique qui ne cesse de s'accroître avec un déficit qui s'aggrave**, malgré des taux d'intérêt qui n'ont jamais été aussi bas, l'incapacité de procéder aux réformes indispensables pour retrouver de la croissance : tout cela a fait perdre confiance, tant à gauche qu'à droite.

Et ce n'est pas **la répétition indéfinie des lois d'urgence contre le terrorisme** qui peut rassurer les Français qui savent depuis toujours que notre Etat n'est même pas capable d'assurer la paix civile dans les quartiers sensibles, qu'il s'ingénie d'ailleurs, à toute force, **à transformer en ghettos sociaux**, malgré les efforts désespérés des élus locaux.

Contre le terrorisme, le seul exemple crédible est celui de l'Etat d'Israël, avec une défense vigilante de l'état de droit et une éducation sérieuse des citoyens qui participent tous à la sécurité.

Scepticisme fondamental. Malgré cette faiblesse, la droite avait toute sa chance à l'élection présidentielle, et elle offrait un projet sérieux et courageux, car c'était « son tour » de bénéficier d'une alternance régulière, devenue en fait la forme la plus dissimulée d'un scepticisme fondamental. **Les primaires, dont plus personne ne veut aujourd'hui, ont révélé leurs inconvénients** : elles exposent trop longtemps le candidat aux feux de la campagne, le fragilisant en même temps qu'elles le rendent indéboulonnable. Elles permettent à l'adversaire de préparer longtemps à l'avance une artillerie soigneusement calibrée et échelonnée, tandis que le candidat est conduit à pencher de plus en plus vers la partie la plus radicale de son électorat, s'éloignant ainsi du lieu stratégique de la bataille : le centre.

Dupont-Aignan aura été à Fillon, ce que Christiane Taubira a été à Lionel Jospin en 2002, sa candidature avait pour objet de l'empêcher d'accéder au second tour

Emmanuel Macron a parfaitement compris, depuis longtemps cette double faiblesse, du PS et de l'alliance LR-UDI, la preuve, il a délibérément refusé d'entrer dans le jeu des primaires, malgré un scepticisme général. Il a construit sa stratégie au centre, par une alliance avec Bayrou, dont, à droite, seul Juppé avait compris l'utilité, malgré les attaques dont il fit l'objet. **Dupont-Aignan aura été à Fillon, ce que Christiane Taubira a été à Lionel Jospin en 2002**, sa candidature avait pour objet de l'empêcher d'accéder au second tour.

Après l'élection présidentielle, les élections législatives sont devenues une formalité depuis que la gauche et la droite se sont entendues en 2002 pour que l'Assemblée soit élue au plus fort de l'état de grâce. Ils ont bonne mine de faire campagne sur la nécessité d'un Parlement équilibré. **Les électeurs l'ont parfaitement compris et l'ont signifié en s'abstenant massivement, un record historique.** Quant aux électeurs d'En Marche !, un sondage Harris Interactive dit que 76 % ont voté pour s'assurer qu'Emmanuel Macron disposerait bien d'une majorité absolue. Je pense que cette aspiration pour un pouvoir fort témoigne d'abord d'un rejet profond des partis traditionnels.

Archaïque pratique du parachutage. Ces électeurs n'avaient la plupart du temps aucune idée de la personnalité des candidats En Marche !. Ces derniers ont rétabli massivement et sans problème l'archaïque pratique du parachutage et de la candidature officielle **en s'affichant systématiquement au côté du nouveau chef de l'Etat sur les panneaux officiels.** Bien souvent les électeurs ne connaissaient même pas le nom de celui pour lequel ils voulaient voter. On voit mal comment ces députés pourraient légitimement résister aux projets du gouvernement auquel ils ont, de surcroît, déjà consenti de déléguer une part importante de leurs pouvoirs avec les ordonnances.

La gauche et la droite ne disparaîtront pas, elles sont les deux rives d'un même fleuve qui s'appelle la République et coule, tant bien que mal, depuis plus de 200 ans

Pourtant s'il y a bien un raz de marée de sièges, les voix sont, elles, mieux réparties : sur 44 millions d'électeurs inscrits, En Marche ! en obtient 7 et l'alliance UDI-LR 4. L'histoire de la V^e République est celle de l'effacement progressif et programmé d'un

Parlement d'opérette qui sert de bouc émissaire aux échecs répétés des gouvernants et que chacun peut piétiner.

Doté désormais de tous les pouvoirs, et bénéficiant d'une confiance forte et rare, mais sans doute précaire, le président de la République a choisi, avec un courage qu'il faut saluer, de s'attaquer d'entrée à un handicap majeur de la société : **le Code du travail, premier pourvoyeur du chômage français**. La tâche est très difficile et tous les gouvernements y ont échoué jusqu'à maintenant alors que certains syndicats sont bien décidés à l'en empêcher. Je souhaite que le Président réussisse car il s'est effectivement créé une opportunité historique et ce serait un signal exceptionnel. Il reste à montrer autant d'habileté dans les réformes attendues que dans la prise du pouvoir. Mais le temps presse, l'état de grâce ne dure pas, les ennuis viennent toujours de là où on ne les attend pas.

La gauche et la droite ne disparaîtront pas, elles sont les deux rives d'un même fleuve qui s'appelle la République et coule, tant bien que mal, depuis plus de 200 ans. Il leur reste à se reconstruire sur la base de leurs valeurs qui demeurent incontournables mais elles doivent changer de méthode et sans doute de génération. On ne peut se battre pour la démocratie sans que le fonctionnement de nos partis ne devienne exemplaire à cet égard. L'enjeu est important car il s'agit de notre modèle de civilisation menacé de toute part, tandis que notre voix est de moins en moins entendue. Il n'y a que l'Europe où sont nées ces valeurs qui puissent les défendre et les propager, mais il reste à la mettre à portée du citoyen qui la voit si loin et si peu compréhensible.

Jean-Louis Bourlanges, militant d'En Marche ! et du MoDem aujourd'hui, écrivait en 1988 *Droite, année zéro*. Et exaltant l'état de droit, il regrettait que « la droite soit restée prisonnière d'une variante archaïque du libéralisme ». Il n'est pas trop tard pour reconstruire.

<http://www.lopinion.fr/edition/politique/patrick-devedjian-recomposition-politique-maintenant-128876>